

wealth, est exclus. C'est ce qui découle automatiquement de ce fait que la Grande-Bretagne et tous les pays du Commonwealth, sauf le nôtre, ont dévalué leurs devises de 30 p. 100, tandis que le Canada n'a dévalué son dollar que de 10 p. 100. Comme chacun peut le constater, cette mesure donne à ces pays un avantage de 20 p. 100 sur toute la ligne. Les pays non britanniques de la zone du sterling qui ont dévalué leurs devises de 30 p. 100 jouissent, pour la première fois sur le marché anglais, d'une préférence extraordinaire de 20 p. 100 par rapport à nous. Pourtant, le Canada est le premier en importance des pays du Commonwealth britannique.

Voilà où nous en sommes. Étrange situation économique, à la vérité. Je soutiens qu'elle aura de nombreuses répercussions sur les affaires, à moins que le Gouvernement ne prenne d'autres mesures que celles qu'indique le poussiéreux document qu'on nous a présenté hier soir.

La prospérité générale dont nous jouissons depuis quelque temps ne doit pas nous aveugler, si nous voulons protéger contre ces écueils notre avenir économique. Les industriels du bois de la Colombie-Britannique, les pêcheurs du littoral de l'Est, les producteurs de céréales et de viande du centre du pays, l'industrie textile, le commerce des instruments aratoires, sans parler des industries secondaires, sont donc soumis à un désavantage de 20 p. 100. Qui osera soutenir qu'une telle situation n'inquiétera pas vivement tous les hommes d'affaires du pays? Comme personne ne rit, je présume que, pour leur part du moins, les membres qui siègent à votre droite me comprennent.

Malgré la prospérité qui règne aujourd'hui il y a certains indices qu'il ne faut pas négliger. En toute déférence, je signale au ministre qu'il nous présente précisément le même programme sous réserve de quelques modifications budgétaires. L'abolition de la taxe de vente sur l'huile combustible est une mesure qui aurait dû être prise l'an dernier ou avant. De fait, le Gouvernement aurait dû supprimer toutes taxes de vente. Le présent programme budgétaire semble le même que celui du printemps dernier. C'est dire que, ne tenant aucun compte de nos problèmes économiques, il n'offre aucune solution pour l'avenir. Il est bon et je félicite le ministre de l'élégante façon qu'il l'a présenté. Je félicite aussi ses fonctionnaires de la forme qu'ils ont donnée à l'exposé. Mais en somme c'est ce qu'on attendrait d'un vérificateur. Pas plus que celui du printemps dernier, l'exposé ne semble inspiré de grands principes. Celui du printemps dernier fourmillait d'artifices politiques; celui d'aujourd'hui ne s'ins-

pire pas davantage des grands principes économiques qui nous permettraient de nous adapter aux conditions nouvelles.

Depuis dix ans, et par suite de la guerre, l'écoulement de nos produits agricoles dépend en grande partie de marchés à long terme portant sur de grosses quantités. Une bonne partie de notre production s'est acheminée vers les marchés britanniques, souvent à des prix bien au-dessous du cours mondial ou du prix qu'aurait pu payer la Grande-Bretagne. Ce programme comportait, nous a-t-on dit, d'énormes avantages pour l'avenir; en réalité cependant, c'est l'expérience la plus imprudente de notre histoire en matière de commerce international. Ce programme de vente régi par l'État, on l'a reconnu, coûtait cher au cultivateur canadien; toutefois, il devait, espérait-on, assurer pour longtemps la stabilité du marché anglais. Il va de soi qu'il tendait aussi à enrayer la hausse du prix des produits agricoles.

Malheureusement, la pénurie de dollars et le retour de la Grande-Bretagne à ses marchés traditionnels en Europe, s'ajoutant à l'adoption par le Royaume-Uni d'une série d'accords commerciaux bilatéraux avec des pays à monnaie faible, ont entraîné pour nous la perte de ces marchés au point que le ministre de l'Agriculture est incapable d'assurer aux producteurs primaires du Canada d'autres contrats que celui qui s'applique à 1950. La vérité brutale, c'est que ces marchés que nous espérons conserver après la guerre et qui sont essentiels à la prospérité de l'agriculture canadienne, comme ils le sont depuis cinquante ans, sont pour ainsi dire perdus. Ces débouchés sont nécessaires à la saine économie de cette industrie fondamentale. Cette coûteuse expérience de commerce en gros a abouti à un échec, parce qu'elle a écarté la stabilité du marché pour l'avenir. Même au moment où les vivres étaient rationnés en Grande-Bretagne, nous avons perdu un marché que nous détenions depuis un demi-siècle.

On ne s'en est pas encore pleinement senti, car certains contrats sont encore en vigueur. Nous écouleons notre blé grâce au programme de rétablissement de l'Europe et aux fonds provenant du plan Marshall. Ces marchés ne sont guère assurés, car ce programme est censé prendre fin en 1952. La cessation des achats au Canada aura de graves répercussions sur l'économie du pays, à moins que nous ne puissions conserver ces débouchés ou trouver rapidement d'autres marchés.

En ce moment, nous écouleons l'excédent de notre production aux États-Unis, mais nous ne sommes pas assurés de garder ce marché. Les producteurs américains commencent eux-mêmes à avoir des excédents; c'est dire que